

Brochure n° 3103

Convention collective nationale

IDCC : 2121. – ÉDITION

AVENANT N° 10 DU 10 JUILLET 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2012

NOR : ASET1251180M

IDCC : 2121

Entre :

Le syndicat national de l'édition,

D'une part, et

La fédération de la culture et de la communication CFE-CGC ;

Le syndicat national de l'édition, de la librairie et de la distribution CFE-CGC ;

La fédération communication, conseil, culture CFDT ;

Le syndicat national livre-édition CFDT ;

La fédération française des syndicats de la communication écrite, graphique et audiovisuelle CFTC ;

Le syndicat national du personnel de l'édition, de la librairie et des activités connexes CFTC ;

La fédération des employés et cadres CGT-FO ;

Le syndicat national de presse, d'édition et de publicité FO ;

Le syndicat national des correcteurs et des métiers connexes FO,

D'autre part,

après concertation, les parties ont adopté les modifications suivantes à la convention collective nationale de l'édition du 14 janvier 2000 :

Article 1^{er}

Barèmes de salaires minima

Les salaires minima garantis prévus par la convention collective nationale de l'édition sont revalorisés suivant les barèmes figurant aux tableaux en annexe au présent accord. Cette revalorisation produira des effets sur les salaires réels uniquement dans le cas où ceux-ci seraient inférieurs aux minima ainsi déterminés. La revalorisation interviendra au 1^{er} septembre 2012.

Les dispositions prévues en annexe de l'accord du 24 juin 2011 concernant les cadres de niveau C3 à C5 demeurent applicables au 1^{er} janvier 2013.

Article 2

Article 3 « Barème de salaires minima » de l'annexe I

Les valeurs chiffrées des salaires minima et leur date d'application présentes au 2° de l'article 3 « Barème de salaires minima » de l'annexe I sont modifiées comme suit, les autres dispositions de cet article demeurant inchangées :

« Article 3

Avant 3 mois d'activité dans l'entreprise, les niveaux de salaires minima ci-après sont applicables :

Au 1^{er} septembre 2012

(En euros.)

CATÉGORIE	VALEURS MENSUELLES	VALEURS ANNUELLES
E1	1 311	17 043
E2	1 311	17 043
E3	1 311	17 043
E4	1 311	17 043
E5	1 311	17 043
E6	1 324	17 212
E7	1 341	17 433
E8	1 362	17 706
E9	1 388	18 044

Article 3

Article 3 « Barème de salaires minima » de l'annexe II

Les valeurs chiffrées des salaires minima et leur date d'application présentes au 2° de l'article 3 « Barème de salaires minima » de l'annexe II sont modifiées comme suit, les autres dispositions de cet article demeurant inchangées :

« Article 3

Avant 3 mois d'activité dans l'entreprise, les niveaux de salaires minima ci-après sont applicables :

Au 1^{er} septembre 2012

(En euros.)

CATÉGORIE	VALEURS MENSUELLES	VALEURS ANNUELLES
T1	1 411	18 343
T2	1 533	19 929
T3	1 650	21 450
T4	1 700	22 100
AM1	1 392	18 096
AM2	1 419	18 447
AM3	1 551	20 163
AM4	1 657	21 541
C1A	1 722	22 386
C1B	1 784	23 192

CATÉGORIE	VALEURS MENSUELLES	VALEURS ANNUELLES
C2A	1 921	24 973
C2B	2 054	26 702
C2C	2 192	28 496
C3A	2 326	30 238
C3B	2 605	33 865
C3C	2 740	35 620
C4	2 776	36 088
C5	2 914	37 882

Article 4

Autres dispositions

Les parties conviennent que la grille, avant 3 mois dans sa configuration actuelle, n'a pas vocation à subsister. Elles s'entendent pour négocier dès septembre 2012 les conditions pour remédier à cette situation et retrouver la cohérence avec les structures des grilles de la convention collective nationale de l'édition du 14 janvier 2000 et ses avenants à compter de 2013.

Article 5

Durée. – Révision. – Dénonciation. – Dépôt

Le présent accord obéit aux mêmes dispositions en matière de durée, de dénonciation et de révision que la convention collective (art. 2 de la convention collective nationale de l'édition).

Conformément aux dispositions des articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé en deux exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, par la partie la plus diligente auprès des services centraux du ministre chargé du travail. La partie la plus diligente remet également un exemplaire de l'accord au greffe du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion. En outre, un exemplaire sera établi pour chaque partie.

Le présent accord prendra effet à compter de sa signature pour les entreprises ayant donné leur mandat au syndicat national de l'édition pour agir et à compter de la date de son extension, sans effet rétroactif, pour toutes les entreprises de la branche de l'édition.

En même temps que le dépôt effectué dans les conditions ci-dessus définies, les parties signataires s'engagent à effectuer les démarches nécessaires pour en obtenir l'extension.

Fait à Paris, le 10 juillet 2012.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barèmes des salaires minima mensuels au 1^{er} septembre 2012 avec minima d'ancienneté

(En euros.)

CAT.	MINIMUM après 3 mois et avant 1 an d'ancienneté	MINIMUM après 1 an d'ancienneté	MINIMUM après 5 ans d'ancienneté + 3 % sur les minima après 1 an	MINIMUM après 10 ans d'ancienneté + 5,5 % sur les minima après 1 an	MINIMUM après 15 ans d'ancienneté + 8 % sur les minima après 1 an
E1	1 426	1 433	1 476	1 512	1 548
E2	1 426	1 433	1 476	1 512	1 548
E3	1 426	1 433	1 476	1 512	1 548
E4	1 426	1 433	1 476	1 512	1 548
E5	1 426	1 433	1 476	1 512	1 548
E6	1 436	1 443	1 487	1 523	1 559
E7	1 454	1 462	1 506	1 543	1 579
E8	1 476	1 484	1 529	1 566	1 603
E9	1 504	1 512	1 558	1 596	1 633
T1	1 529	1 538	1 585	1 623	1 662
T2	1 660	1 670	1 721	1 762	1 804
T3	1 788	1 797	1 851	1 896	1 941
T4	1 842	1 876	1 933	1 980	2 027
AM1	1 508	1 517	1 563	1 601	1 639
AM2	1 538	1 546	1 593	1 632	1 670
AM3	1 681	1 690	1 741	1 783	1 826
AM4	1 796	1 806	1 861	1 906	1 951
C1 A	1 866	1 936	1 995	2 043	2 091
C1 B	1 963	2 033	2 094	2 145	2 196
C2 A	2 113	2 188	2 254	2 309	2 364
C2 B	2 259	2 339	2 410	2 468	2 527
C2 C	2 412	2 497	2 572	2 635	2 697
C3 A	2 521	2 619	2 698	2 764	2 829
C3 B	2 822	2 932	3 020	3 094	
C3 C	2 969	3 084	3 177	3 254	
C4	3 008	3 125			
C5	3 157	3 280			

Un salarié ne peut avoir gagné au cours de l'année moins que le cumul des salaires minima de la catégorie à laquelle il appartient, multiplié par 13 et divisé par 12. Dans le cas d'une année incomplète, la garantie sera constituée au prorata par le cumul des minima de la période, multiplié par 13 et divisé par 12.

La garantie des appointements annuels bénéficie, au prorata de leur temps de présence dans l'entreprise, aux seuls agents justifiant d'au moins 3 mois d'activité dans cette entreprise.

**Barèmes des salaires minima annuels
au 1^{er} septembre 2012 avec minima d'ancienneté**

(En euros.)

CAT.	MINIMUM après 3 mois et avant 1 an d'ancienneté	MINIMUM après 1 an d'ancienneté	MINIMUM après 5 ans d'ancienneté + 3 % sur les minima après 1 an	MINIMUM après 10 ans d'ancienneté + 5,5 % sur les minima après 1 an	MINIMUM après 15 ans d'ancienneté + 8 % sur les minima après 1 an
E1	18 538	18 629	19 188	19 656	20 124
E2	18 538	18 629	19 188	19 656	20 124
E3	18 538	18 629	19 188	19 656	20 124
E4	18 538	18 629	19 188	19 656	20 124
E5	18 538	18 629	19 188	19 656	20 124
E6	18 668	18 759	19 331	19 799	20 267
E7	18 902	19 006	19 578	20 059	20 527
E8	19 188	19 292	19 877	20 358	20 839
E9	19 552	19 656	20 254	20 748	21 229
T1	19 877	19 994	20 605	21 099	21 606
T2	21 580	21 710	22 373	22 906	23 452
T3	23 244	23 361	24 063	24 648	25 233
T4	23 946	24 388	25 129	25 740	26 351
AM1	19 604	19 721	20 319	20 813	21 307
AM2	19 994	20 098	20 709	21 216	21 710
AM3	21 853	21 970	22 633	23 179	23 738
AM4	23 348	23 478	24 193	24 778	25 363
C1 A	24 258	25 168	25 935	26 559	27 183
C1 B	25 519	26 429	27 222	27 885	28 548
C2 A	27 469	28 444	29 302	30 017	30 732
C2 B	29 367	30 407	31 330	32 084	32 851
C2 C	31 356	32 461	33 436	34 255	35 061
C3 A	32 773	34 047	35 074	35 932	36 777
C3 B	36 686	38 116	39 260	40 222	
C3 C	38 597	40 092	41 301	42 302	

CAT.	MINIMUM après 3 mois et avant 1 an d'ancienneté	MINIMUM après 1 an d'ancienneté	MINIMUM après 5 ans d'ancienneté + 3 % sur les minima après 1 an	MINIMUM après 10 ans d'ancienneté + 5,5 % sur les minima après 1 an	MINIMUM après 15 ans d'ancienneté + 8 % sur les minima après 1 an
C4	39 104	40 625			
C5	41 041	42 640			

Nota 1. – (art. 2 des annexes I et II)

Le salaire brut réel comparé au barème est constitué par l'ensemble des éléments de rémunération, fixes ou variables, tels qu'ils sont reconnus par l'administration fiscale, au titre des traitements et salaires, à l'exception :

- des primes de langue et de sous-sol prévues à la convention collective ;
- des primes à caractère exceptionnel liées à des conditions particulières, exceptionnelles ou inhabituelles d'exercice des fonctions, et qui cessent d'être payées lorsque des conditions prennent fin, sans que leur durée puisse excéder 3 mois ;
- des primes résultant des accords de participation et d'intéressement ;
- des majorations de salaires pour heures supplémentaires et pour le travail du dimanche et des jours fériés, ainsi que leur incidence sur les congés payés ;
- des remboursements de frais ;
- des primes de transport ;
- de l'indemnité de fin de contrat à durée déterminée.

Les salaires minima garantis correspondent à une activité à temps plein, soit 35 heures hebdomadaires, ou son équivalent mensuel ou annuel. Des valeurs sont réduites *pro rata temporis* en cas de survenance en cours d'année ou en cours de mois d'une entrée en fonction, en cas d'activité à temps partiel, en cas de départ de l'entreprise ou de suspension du contrat de travail.